

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LBC Bayonne

Z.I. - route de la Barre
40 220 Tarnos

Références :
Code AIOT : 0005205445

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement LBC Bayonne implanté Z.I. - route de la Barre Dépôt bitume 40220 Tarnos. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LBC Bayonne
- Z.I. - route de la Barre Dépôt bitume 40220 Tarnos
- Code AIOT : 0005205445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de LBC Bayonne (Chane) assure des prestations de stockage de produits bitumes, chimiques et pétroliers, et d'essences de papeteries. Il dispose de postes de chargement et déchargement camion ainsi qu'un appontement de chargement navire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été constaté des non-conformités qui nécessitent des actions curatives.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	chaufferie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Prévention du bruit et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Objet de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	contrôle périodique de certaines installations	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R. 512-58	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté des non-conformités qui nécessitent des actions curatives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : La chaufferie sera équipée et exploitée conformément aux prescriptions de l'arrêté du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2910 et, notamment, son article 6.
Constats : LBC Bayonne exploite sur son dépôt de bitume 2 chaudières au gaz naturel d'une puissance thermique totale de 3 MW. L'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 à remplacer l'arrêté du 25 juillet 1997. L'article 6.2.4 I a) de l'arrêté du 03 août 2018 est applicable aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW fonctionnant plus de 500 heures par an. Cet article fixe une valeur limite d'émission de Nox, pour les chaudières fonctionnant au gaz naturel, de 150 mg/Nm ³ . L'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 prévoit une mesure triennale des rejets atmosphérique par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). L'exploitant nous a communiqué les mesures effectuées les 19 septembre, 17 juin et 19 mars 2025 par la société WEISHAUP, qui intervient dans le cadre d'un contrat annuel d'entretien des chaudières. Lors de ces 3 interventions les NOx ont été mesurées avec des résultats inférieurs à 150 mg/Nm ³ . Les rapports de contrôle de la société WEISHAUP ne font pas mention d'un agrément par le ministère de l'environnement ou d'une accréditation COFRAC.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie avoir fait réaliser une mesure des rejets atmosphériques dans les conditions fixées par l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention du bruit et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du bruit et des vibrations
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci. Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Une campagne de mesure des niveaux de bruit a été réalisée du 22 au 24 juillet 2024 par la société Normec Abilolab PBE. Le rapport R 24206 ALK231 du 22 août 2024 ne fait pas état de non-conformité aux exigences réglementaires de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les mesures en période diurne (valeur limite de 70 dB(A)) et nocturne (valeurs limites entre 63,4 et 70 dB(A) selon le niveau de bruit ambiant) en limite de propriété sont les suivantes : point A1 : Diurne 61,4 dB(A) et Nocturne 58,8 dB(A) ; point B1 : Diurne 60,1 dB(A) et Nocturne 44,5 dB(A) ; point C1 : Diurne 50 dB(A) et Nocturne 45,9 dB(A) ; point D1 : Diurne 51,6 dB(A) et Nocturne 53,3 dB(A). Les émergences mesurées en période diurne de 7 h à 22 sauf dimanche et jours fériés, en 4 points, sont les suivantes : 2,6 dB(A), -1,8 dB(A), 4,8 dB(A) et 3,5 dB(A). Ces mesures sont inférieures à la valeur limite de 5 dB(A). En revanche le rapport ne justifie pas l'absence de résultat des émergences en période nocturne.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie la conformité de la campagne de mesure des niveaux de bruit, réalisée du 22 au 24 juillet 2024, en ce qui concerne le respect des émergences réglementées en période nocturne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Objet de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2002, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, installations autorisées
Prescription contrôlée : La société LBC Bayonne, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à implanter et exploiter, sur le territoire de la commune de TARNOS, route de la Barre, un dépôt de bitumes liquides comportant les installations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois,... : 2 bacs de 4 000 m³ et un bac de 3 000 m³ - rubrique 1520-1 - régime autorisation• installation de combustion : 2x1300 t/h soit 3,024 MW - rubrique 2910-A - régime déclaration• procédé de chauffage utilisation comme fluide caloporteur un corps organique combustible et fonctionnant à une température inférieure au point éclair du fluide : PE du fluide 227 °C température de fonctionnement 220 °C quantité totale du fluide de 18 m³ - rubrique 2915-2 - régime déclaration
Constats : Par courrier en date du 19 juin 2024 la société CHANE a notifié le changement de nom de l'installation de stockage de produits chimiques et liquides inflammables sises route de la Barre sur le territoire de la commune de Tarnos. En réponse il a été donné acte, par courrier en date du 21 juin 2024, de cette modification de dénomination sociale n'entraînant pas de changement de personne morale ou physique. Il ressort des échanges avec l'exploitant du dépôt de bitumes liquides qu'il est exploité par le même exploitant que l'installation de stockage précitée, à savoir la société CHANE. Or, il n'y a pas eu de notification en 2024 de changement de nom ou de changement d'exploitant concernant le dépôt de bitumes liquides. Le dernier changement d'exploitant a été réalisé en 2017 au profit de : <ul style="list-style-type: none">• LBC Bayonne• RCS Dax n°818 240 624
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant notifie au préfet le changement de nom, ou le changement d'exploitant du dépôt de bitumes liquides.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : contrôle périodique de certaines installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R. 512-58
Thème(s) : Situation administrative, contrôle périodique de certaines installations
Prescription contrôlée : <p>Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1.</p> <p>Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.</p> <p>Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.</p> <p>Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.</p> <p>Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans.</p> <p>Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation.</p> <p>Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.</p>
Constats : <p>Les installations de combustion relèvent du régime de la déclaration avec contrôle périodique. Ces installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.</p> <p>L'article 1.1.2 de cet arrêté du 03 août 2018, publié le 05 août 2018, dispose :</p> <p>"Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement."</p> <p>Un premier contrôle par un organisme de contrôle agréé devait être réalisé avant le 05 août 2023. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier avoir fait procéder à un contrôle périodique de ses installations de combustion.</p>
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant justifie le contrôle périodique des installations de combustion par un organisme agréé dans les conditions fixées aux articles R. 512-61 et suivants du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois